

Grande Kabylie : du danger des traditions montagnardes

*Camille Lacoste-Dujardin**

Il y a un an, dans un précédent article d'*Hérodote* (4^e trim. 2001)¹, j'ai présenté une première analyse de géographie culturelle et politique en montagne kabyle, pour tenter d'éclairer la conjoncture actuelle, préoccupante, de la révolte de sa jeunesse réclamant davantage de démocratie. J'ai montré comment, fondant leur identité sur une culture à laquelle ils manifestent un profond attachement, mais, excédés par les violences des forces de l'ordre et dénonçant le « mépris » (*hogra*) dans lequel ils reprochent au gouvernement algérien de les tenir, ces jeunes gens tentent d'organiser leur mouvement. Or, s'ils viennent à rejeter les cadres des partis modernes ou des mouvements implantés plus particulièrement en Kabylie, tels que le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie, du Dr Saïd Sadi) et le FFS (Front des forces socialistes, de Hocine Aït Ahmed), ou même le MCB (Mouvement culturel berbère), avec lesquels ils proclament leur désaccord très critique, en revanche ils prétendent s'inspirer des valeurs culturelles et des structures montagnardes traditionnelles, qu'ils pensent ainsi ranimer. J'avais conclu cette étude par une interrogation : quelles formes d'organisation pourront donc, à partir de ce mouvement de révolte des jeunes de Kabylie, se mobiliser et se structurer de façon à exercer une pression suffisamment forte sur le gouvernement algérien pour faire aboutir leurs revendications ?

Or les dépêches en provenance d'Algérie ne décèlent guère de changement en Kabylie depuis plus d'une année de troubles graves. Elles citent, encore et toujours, les mêmes « rassemblements » de jeunes, les attaques de « sièges de daïras » (sous-préfectures), pour tenter d'en « expulser » les responsables, les « barricades

* Ethnologue, CNRS.

1. « Géographie culturelle et géopolitique en Kabylie », p. 57-91.

enflammées » et autres « émeutes sporadiques » contre lesquelles ripostent non moins violemment les « forces de sécurité » et autres « brigades anti-émeutes ». Bref, on constate la permanence des « affrontements », des « heurts », avec un bilan de victimes fort lourd puisque désormais, dans la région, durant ces quinze derniers mois, on compte « une centaine de morts et plus de deux mille blessés ». Et l'AFP de conclure par ce constat : « La Kabylie est en révolte larvée contre le pouvoir central depuis le 18 avril 2001 » (19 juillet 2002, AFP, algeria-interface.com), date de l'assassinat, dans la gendarmerie de Beni Douala, du jeune lycéen Massinissa Guermah.

C'est dire que si, depuis plus d'une année, ce mouvement des jeunes Kabyles se poursuit par cette révolte que certains dénoncent comme une anarchie, il demeure pourtant jusque-là impuissant à prendre de l'ampleur à travers la population algérienne et à peser de façon efficace sur les instances gouvernementales. Certes, le gouvernement algérien a bien accordé un statut officiel à la langue tamazight (berbère) parlée en Kabylie, mais la mise en œuvre de ce statut n'a pas suivi. Certes, le président Bouteflika a fini par gracier et libérer les détenus kabyles, condition réclamée par les jeunes pour ne pas boycotter les élections locales prévues le 10 octobre 2002, mais les mêmes jeunes condamnent le FFS, qui a décidé d'y participer. Certes, le gouvernement se soucie surtout de temporiser, et l'on ne peut négliger, face à cette « révolte larvée », l'inertie voulue des instances au pouvoir, qui jouent le pourrissement et l'usure du mouvement. Car « aucune issue ne se profile », et « à moins d'un retournement de situation spectaculaire qui verrait le mouvement des *âarchs* entrer dans le rang, la Kabylie devrait encore boycotter ce scrutin et accentuer la situation de pourrissement » (2 août 2002, www.algeria-interface.com).

Or ces *âarchs* (pluriel arabe : *aârouch*), ou « tribus », étaient des structures sociales et politiques traditionnelles, autrefois répandues dans l'ensemble de l'Algérie précoloniale, qui rassemblaient seulement un certain nombre de villages. Pourtant il y a bien, dans ce même mouvement de jeunes, des « coordinations d'*âarchs* » créées dans les différentes circonscriptions administratives de Kabylie : les wilayas (préfectures) et les daïras (sous-préfectures). Mais aucune structuration d'ensemble n'existe de façon permanente au niveau régional, et à fortiori national, qui réunirait toutes ces manifestations de la jeunesse surgies dans différents centres de cette région de la montagne kabyle, et qui, en dehors de la Kabylie, gagnent çà et là, sporadiquement et comme par contagion de cet exemple, quelques autres régions du territoire algérien.

Qu'est-ce à dire ? Quelle est la nature de ces mouvements d'*âarch* ? Comment sont-ils organisés ? Quelles sont leurs motivations ? Et pourquoi sont-ils particulièrement développés dans cette région de montagne, dont les habitants se retrouvent ainsi, comme en tant d'autres précédentes occasions, à la pointe de l'agitation

nationale et de la revendication démocratique en Algérie, mais qui refusent d'adhérer à d'autres mouvements antigouvernementaux, tels les mouvements islamistes dont ils condamnent les thèses² ?

Il y a là une intéressante particularité montagnarde, et il faut en revenir à l'analyse de cette région de montagne et à la forte spécificité de la Kabylie, qui n'a cessé de se manifester à maintes reprises au sein de la nation algérienne.

Spécificité et fierté montagnardes

On sait que l'Afrique du Nord a été appelée, par les géographes arabes, Djezirat al-Maghrib, l'« île du Couchant », car ses hautes terres et ses montagnes se dressent comme une île entre les immensités de la mer et du désert. Les géographes français distingueront deux grands ensembles montagneux plus ou moins parallèles : en bordure de la Méditerranée et relativement bien arrosées, les montagnes du Tell : le Rif au Maroc, et, en Algérie, les montagnes de l'Ouarsenis et les Kabylies. Au sud, dominant le désert, le Haut Atlas à l'ouest (djebel Toubkal, 4 167 m) et, en Algérie, l'Atlas saharien.

Ces montagnes se caractérisent par de relativement fortes densités de population et par la persistance d'agricultures que l'on peut schématiquement qualifier de « traditionnelles ». En effet, les colons ne se sont pas installés dans les montagnes. Dans les plaines, directement touchées par l'extension des domaines coloniaux (ou ceux des notables alliés à la colonisation), la vie pastorale traditionnelle, associée à la culture des céréales, a beaucoup régressé. En revanche, dans les montagnes, l'arboriculture villageoise traditionnelle (figuiers, oliviers, etc.), associée à une maigre céréaliculture, s'est maintenue. Au Maroc, dans la partie occidentale du Haut Atlas, les versants de vallée ont été aménagés en terrasses pour la culture irriguée. En revanche, la partie orientale est encore le domaine de l'élevage transhumant, et il en est encore plus ou moins de même dans le Moyen Atlas (qui raccorde en oblique le Haut Atlas au Rif), bien que la colonisation ait accaparé les terres de plaine où les troupeaux descendaient l'hiver.

Les populations montagnardes du Maghreb ont une autre caractéristique commune : c'est de conserver, bien plus que dans les plaines et dans les villes, les traits majeurs de la culture berbère. En effet, tout en faisant partie du monde arabe et musulman, le Maghreb se distingue par une spécificité africaine marquée :

2. Même si certains d'entre eux, comme des groupes armés du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat, de Hassan Hattab), peuvent trouver refuge dans quelques maquis de Kabylie (Dra el-Mizan, Mizrana, Bouïra).

l'existence, dans la quasi-totalité de ces montagnes, d'une riche culture particulière, héritage de l'ancien peuplement autochtone du Maghreb, dont la langue est distincte de l'arabe, quoique de la même grande famille chamito-sémitique : c'est la langue berbère, appelée plus souvent à présent langue tamazight, la langue des « hommes libres », autrefois parlée des Canaries à l'ouest jusqu'en Égypte à l'est, où elle existe encore dans l'oasis de Siwa, à la frontière de la Libye.

La Grande Kabylie est l'unité montagneuse berbérophone la plus remarquable de l'Algérie, dans le Tell, à peine à une quarantaine de kilomètres d'Alger. Elle se distingue des Petites Kabylies, également berbérophones, qui lui succèdent à l'est et au sud de la vallée de l'oued Sahel Soummam : la Kabylie des Bibans et la Kabylie des Babors. À 50 km à peine d'Alger, la Grande Kabylie³ s'étend sur 200 km d'ouest en est depuis Thenia jusqu'à Bejaïa, et sur 100 km du nord au sud, entre la Méditerranée et la vallée de l'oued Sahel Soummam. Son relief est constitué de trois parties : au nord, une chaîne côtière, dite « de Kabylie maritime », culmine à 1 278 m au *tamgout* (« sommet ») des Aït Jennad ; au sud, une haute barre rocheuse, l'arc de cercle convexe de la grande sierra calcaire du Djurdjura, porte un des sommets de l'Algérie : le *tamgout* de Lalla Khadîdja, à 2 308 m ; et entre ces deux chaînes se trouve le cœur de la Grande Kabylie, un massif ancien découpé par un ensemble de vallées entre lesquelles se dressent de longues digitations (comparables aux serres cévenoles). Elles s'abaissent depuis le Djurdjura au sud, vers l'oued Sebaou, jusqu'au Nord maritime, haché de ravins très creusés. À 800 m d'altitude moyenne, c'est la partie des Kabylies la plus densément peuplée, par les Igawawen (*Zouaoua* en arabe), d'où son nom de massif Agawa. Partout, en quelque point que ce soit de ce massif kabyle, l'horizon se confond au sud avec les cimes du Djurdjura, aux neiges persistantes jusqu'en avril ou mai.

La montagne constitue donc la majeure partie du pays kabyle. Elle est partout présente, et la distinction est souvent difficile à établir entre la plus haute montagne inhabitée et les hautes collines montagneuses et très densément peuplées qu'elle domine. En fait, les Kabyles sont aussi très conscients et fiers de leur forte identité fondée tant sur leur qualité d'*imazighen* (« hommes libres ») que sur celle d'*imesdurar* (« montagnards »), jamais colonisés dans leur montagne. En fait, tout en préservant l'isolement de leurs familles, à l'abri dans leurs villages, les hommes ont pris la liberté de se déplacer souvent à l'extérieur de la Kabylie, dans les plaines et villes d'Algérie et même de tout le Maghreb, mais sans aucunement modifier leurs structures internes fondamentales, auxquelles ils marquent même un farouche attachement.

3. Voir la carte p. 127

La haute montagne sacralisée

La haute montagne accidentée est pourtant, pour eux, un pays inquiétant et dangereux par nature. Dans les contes traditionnels kabyles, un des objets de quête est « l'eau d'entrechoquement des montagnes⁴ », que le valeureux héros doit aller quérir au péril de sa vie, une eau qui sourd des anfractuosités entre les rochers, eau magique, source de vie et de jouvence, et remède miraculeux. Cette représentation s'appuie sur la réalité du djebel Djerdjer, ou *adrar budfel*, la « montagne de neige », la sierra du Djurdjura, dont les nombreuses diaclases fissurent en tous sens les parois calcaires en y abritant tout un réseau hydrographique souterrain. Cette grande montagne pierreuse, creusée de profondes grottes, de puits sans fond (avens karstiques nommés *anou* en kabyle) et autres gouffres, est considérée par les Kabyles comme le domicile d'êtres surnaturels, de génies de toutes sortes, serpents, ogresses, ogres, hydres, occupants des nombreuses profondeurs cavernueuses : autant de portes vers le monde chthonien, et que seuls des hommes d'exception, tels les courageux héros des contes, peuvent affronter et vaincre. On associe aussi volontiers à la montagne kabyle l'asile qu'elle offre à des voleurs de grands chemins et à bien d'autres bandits⁵, dont elle garantit la solitude. C'est aussi dans cette montagne que les Kabyles situent leurs mythes antéislamiques encore connus, par exemple celui de l'origine des animaux sauvages, engendrés par la semence d'un buffle fécondée par le soleil dans un creux de rocher, dans le massif de l'Haïzer, une des cimes occidentales du Djurdjura, ou celui du premier homme et de la première femme surgis sur terre par des fentes de la montagne, depuis les profondeurs souterraines. C'est encore dans ces rochers élevés de la sierra que la « Première Mère du Monde » aurait déchaîné les intempéries qui depuis, dit-on en Kabylie, provoquent la mort de nombreux animaux à la fin du mois de février, pendant les jours de froidure dits « jours de la Vieille ».

Cette nature sauvage et vide d'hommes, aux rochers escarpés et calcaires, percée en tous sens de profondes diaclases et de grottes souvent réputées sans fond, aux hautes surfaces karstiques creusées de lacs et de lapiaz, fut de tout temps tenue pour lieu sacré, résidence de génies ou d'ogresses redoutées, en communication avec le monde souterrain et l'au-delà. Nombre des sommets remarquables du Djurdjura suscitent aujourd'hui encore des invocations des forces chthoniennes et accueillent des pèlerinages lors desquels sont célébrés des rites contre la stérilité.

4. Dont on connaît un autre exemple en milieu méditerranéen : celui des roches Cyanées ou Symplogades dans le Pont-Euxin : deux rochers qui, se heurtant, ont entravé le passage de Jason et des Argonautes.

5. Aujourd'hui, des islamistes s'y cachent parfois, comme récemment dans le gouffre d'Affourou, dans l'Haïzer.

Ces hauts lieux sacralisés, dans la partie déserte de la montagne, celle des sommets rocheux de la sierra, sont pourtant particulièrement islamisés. Ils ont même accueilli des retraites d'ermites, comme celle de cette sainte femme, Lalla Khadîdja, « Madame Khadîdja », éponyme du sommet, qui y trouva refuge, et aussi celles des quatre premiers *imrabden* (« marabouts »), saints hommes fondateurs de l'islam en Kabylie, venus au XVI^e siècle depuis les *ribat*, monastères fortresses de la Seguiet el-Hamra dans le désert du Sud marocain, jusqu'à un ermitage temporaire dans le Djurdjura⁶, pour s'installer ensuite en différents centres religieux, les *zaouïas*, dispersés à travers la Kabylie où leurs descendants prêchent, enseignent le Coran et servent de médiateurs entre les tribus.

Cette sierra inhospitalière est aussi jugée bien propre à désespérer le paysan. Les pierres et le maquis méditerranéen qui en couvrent les pentes en sont les deux aspects complémentaires. Mais la haute montagne des rochers est plus dangereuse que le maquis, car elle cumule la difficulté du relief et l'éloignement en altitude, alors que toute la Grande Kabylie habitée s'étend à ses pieds depuis le nord du Djurdjura jusqu'à plus d'une cinquantaine de kilomètres de distance à vol d'oiseau, et le double ou le triple par les chemins accidentés. Un des exploits que doivent accomplir les héros des contes, à valeur initiatique, est le défrichage d'une montagne qu'il leur faut aplanir et transformer en jardin, tâche impossible à mener à bien sans le secours de puissances surnaturelles. Pourtant, la sierra est aussi reconnue comme source de vie ; elle est à la fois dissuasive par sa rudesse et bienfaisante par l'eau qu'elle dispense, telle une vaste éponge, grâce à son karst réservoir au point que, dans certaines grottes profondes, la glace demeure jusqu'en été, exploitée par les Kabyles des Aït Koufi, la tribu la plus proche, autrefois fournisseurs attirés des deys turcs d'Alger.

La montagne habitée, très peuplée

Au-dessous et au nord de la haute montagne sacralisée à la fois familière et redoutée, le massif Agawa est donc la montagne peuplée, habitée, la montagne refuge que des hommes nombreux forgés à la rude vie montagnarde habitent en très fortes densités (de l'ordre de 200 hab./km²). Sur les longues croupes qui descendent du Djurdjura sont installés de très nombreux et gros villages, qui jalonnent les crêtes de leurs maisons jointives aux toits de tuiles rouges⁷, serrées en

6. Au col de Tizi Berth, où Sidi Mansour, Sidi Ahmed u Driss, Sidi Ahmed u Malek et Sidi 'Abderrhamane el Yaluli séjournèrent dans une grotte encore fréquentée par les pèlerins.

7. Aujourd'hui, des immeubles à plusieurs étages couverts de tuiles mécaniques ont remplacé les maisons anciennes en pierre.

gros bourgs perchés. C'est *tamourt leqbayel*, le « pays des Kabyles », auquel ils manifestent un attachement indéfectible. Le massif possède, à 1 000 m, sa plus grosse agglomération : Larbaâ n'aït Iraten (autrefois Fort-National et aussi, auparavant, quelques années, Fort-Napoléon), petite ville qui s'est développée autour d'une citadelle construite par l'armée française. Toutes ces hauteurs, à une moyenne de 800 m environ, sont entaillées de profonds ravins où roulent des torrents dévastateurs lors des pluies méditerranéennes d'automne ou de printemps. Les hommes trouvent à grand-peine quelques hauts replats et des fonds de ravins à cultiver temporairement. Mais la plupart des versants convexo-concaves, trop raides, ne sont guère propices qu'à l'arboriculture (oliviers, figuiers surtout), que les Kabyles pratiquent avec beaucoup d'art, de soin et de peine, allant autrefois jusqu'à s'encorder sur les pentes excessives où, cependant, parviennent à s'accrocher les racines des figuiers et de nombre de variétés d'autres arbres fruitiers.

En réalité, pour vivre décemment, les Kabyles, entreprenants, ont toujours cherché des compléments de ressources hors de l'agriculture, d'abord dans différentes formes d'artisanat : orfèverie, armurerie, travail du bois, fabrication de tissus, de tentures et de tapis, poterie, etc. Enfin, nombre d'entre eux ont tiré la subsistance de leur famille du commerce, de bœufs de labour près de la haute montagne, et d'entreprises de colportage au long cours à travers le Maghreb, à partir des villages du massif Agawa, enfin de l'émigration plus lointaine et durable. Les hommes laissaient femmes et enfants bien à l'abri des villages perchés dans la montagne, tandis qu'eux-mêmes s'aventuraient au-dehors, dans les villes algériennes, Alger, Oran. Ils allaient aussi jusqu'à Tunis, travailler comme maçons, épiciers, voire, grâce à leur réputation guerrière, comme soldats (ils furent les célèbres Zouaouas – les « Zouaves » – du bey de Tunis ou du dey d'Alger, chargés de châtier les révoltes des janissaires turcs) ou sur mer, comme marins à bord des galères corsaires. Enfin, à partir des années 1900-1910, de l'autre côté de la mer jusqu'en France, les Kabyles furent les premiers Algériens à venir travailler. Aujourd'hui, la Kabylie vit encore en grande partie de cette émigration à présent stabilisée en immigration.

La montagne bastion

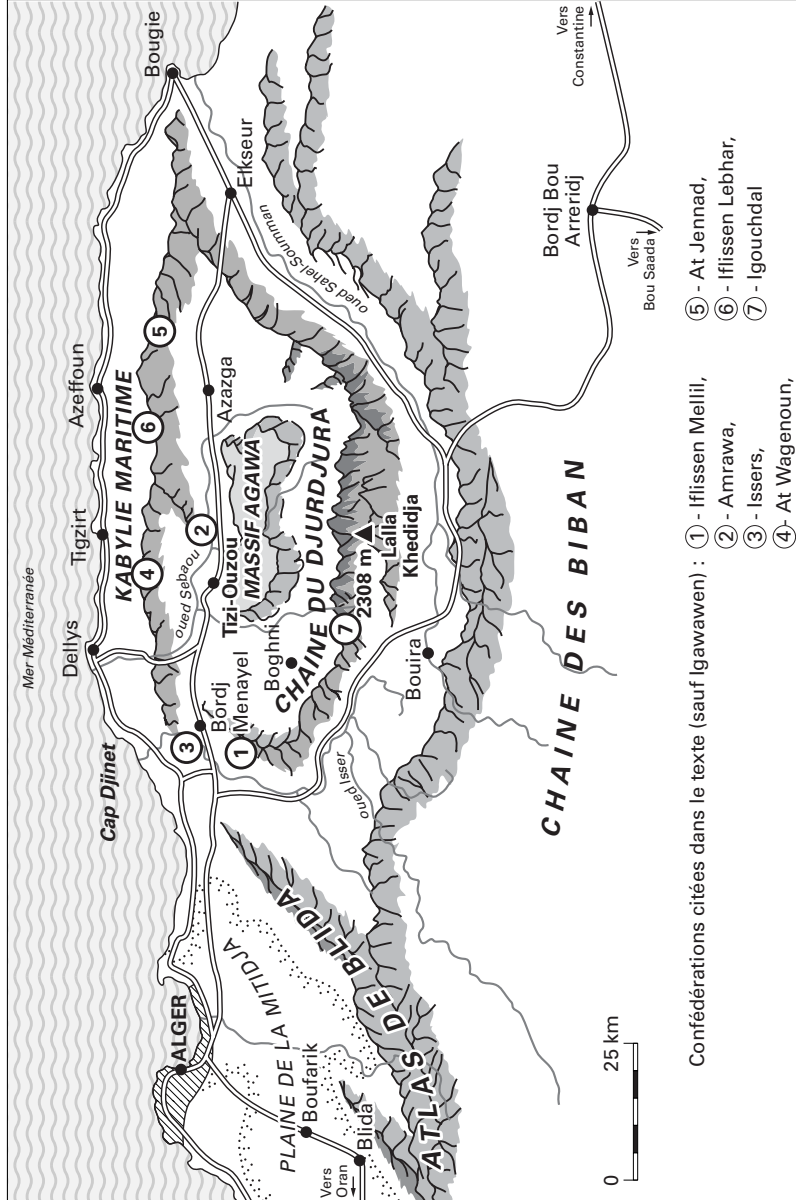
En réalité, pour subvenir à leurs besoins vitaux par l'agriculture, les Kabyles ont toujours eu besoin des compléments de céréales que seules leur permettaient d'obtenir les plaines et les grandes vallées bordières du massif, certaines d'entre elles pénétrant même la montagne, et où ils se gardaient d'habiter. Elles ne furent guère colonisées non plus, les grands domaines européens occupant davantage la

Mitidja, la vallée du Chélif ou les hautes plaines plutôt que de s'installer à proximité des remuants Kabyles, si prompts à prendre les armes⁸. Cependant, pour cultiver ces plaines où peu d'entre eux avaient des terres, il leur avait fallu s'entendre avec leurs occupants et propriétaires, avec qui ils s'engageaient par différentes sortes de contrats. Mais ils s'y trouvaient à la merci de multiples pillards, et surtout des soldats du dey d'Alger (en partie cantonnés dans les bordjs des plaines), qui prétendaient leur faire payer des impôts, ce qui les a longtemps contraints à ne descendre qu'en armes pour labourer et moissonner dans la plaine, dans la crainte de perdre leur récolte. Pour les cultivateurs montagnards, le danger était tel que le laboureur de la plaine est, en kabyle, comparé au lion dont il est supposé avoir la force. La plaine est donc, pour les Kabyles, un lieu de défi et de combat où le courage des hommes est mis à l'épreuve : « Qui veut acquérir des valeurs viriles descend dans la plaine... », chante-t-on pour exhorter les jeunes gens au courage. Une maxime dit encore : « Qui a des fils dans la montagne n'a rien à redouter dans la plaine. » Aussi les Kabyles se sont-ils fait une réputation de farouches guerriers, experts en tactique d'embuscade appropriée à leur armement et au terrain montagnard, exprimant souvent un amour-propre fort susceptible, fondé sur un sentiment de l'honneur qui leur a fait une réputation telle que nul étranger ne s'avise de le provoquer, et d'autant plus redoutable qu'il s'appuie sur la solidarité du village ou de l'*aârch*, la « tribu ».

Les Kabyles entretiennent et cultivent leur valeur la plus précieuse, la *taqbaylit*, ou « kabyllité », à la fois honneur kabyle et vertu montagnarde. Leur disposition de défense permanente contre les intrusions extérieures a amené leurs tribus à résister farouchement à tous les envahisseurs, dont successivement les Turcs et les Français, au point que ces derniers ne purent conquérir la Kabylie avant 1857, soit pas moins de vingt-sept années après avoir débarqué en Algérie (1830). Encore fallut-il s'y prendre à plusieurs reprises et jusqu'à sévèrement réprimer, quatorze années plus tard, l'insurrection de 1871 qui embrasa surtout la Kabylie. L'on connaît aussi la part capitale que les Kabyles ont prise à la guerre d'indépendance de l'Algérie de 1954 jusqu'en 1962, puisque la wilaya III, celle de la montagne kabyle, fut un des lieux de maquis et de combats les plus constants et les plus acharnés tout au long de ces huit années de guerre, à laquelle toute la population kabyle a payé un tribut particulièrement lourd [Lacoste-Dujardin, 1997].

8. La révolte de 1871, en grande partie menée par les Kabyles, dissuada de s'installer à leur voisinage.

LA KABYLIE EN ALGÉRIE



Une tradition montagnarde égalitariste

Cette dure réalité entretient la force des représentations en attisant, chez les Kabyles, un souci constant et quasi obsédant d'avoir à se défendre constamment contre toute intrusion extérieure. Cette disposition apparaît dans les représentations populaires et jusque dans les structures sociales elles-mêmes, dominées par une tendance au repli défensif dans l'« entre-soi » et la solidarité fraternelle, qui se manifeste jusque dans toutes les modalités de la vie des hommes. C'est ainsi que les Kabyles marquent une nette préférence pour tout négociier, échanger, surtout à l'intérieur de la parenté, y compris les mariages si possible endogames. Ils affirment en effet préférer le mariage « dans la famille » (paternelle s'entend), l'idéal étant pour un jeune homme d'épouser sa cousine parallèle paternelle : la fille du frère de son père. Ainsi, disent-ils, tout le patrimoine en biens, valeurs morales et honneur est assuré de rester sans risque au sein de la famille patriarcale. De même, les propriétés demeurent le plus possible en indivision dans la même famille paternelle qui prévaut dans ce système patriarcal et condamne tout manquement individualiste à cette règle. Cela afin que les produits du travail des hommes, les ressources, éventuellement les biens et richesses et peut-être surtout le capital symbolique – l'honneur kabyle – soient jalousement sauvegardés au sein du groupe de parenté dans lequel chacun est inscrit.

Un égalitarisme anti-individualiste, redoutant l'accaparement du pouvoir personnel

En effet, l'identité de chacun est définie par l'appartenance à la famille du père dans une stricte égalité entre les frères. En Kabylie, l'on ne demande pas à un homme « Qui es-tu ? », mais « De qui es-tu ? » ou « De quelle famille es-tu ? », accordant ainsi la priorité à la parenté sur l'individu. De même, toute accumulation est comprise comme ne pouvant être le fruit que de la seule fécondité naturelle, interne à la famille. Chacun y est placé au service de la prospérité familiale, à laquelle il doit œuvrer conjointement avec ses frères. L'extrême solidarité est parfois traduite comme « moi et mes frères contre les autres » et parvient à s'étendre par cercles concentriques de parenté, réelle ou fictive, en passant par « moi et les hommes de mon village contre le village voisin », jusqu'à « nous, les Kabyles, contre les étrangers ». Car, selon la même conception, cette représentation implique non seulement le souci d'une stricte égalité des frères entre eux, pour le plus grand bien de la communauté familiale, mais aussi des villageois entre eux, pour le plus grand bien de la communauté villageoise, comme encore des Kabyles entre eux, pour le plus grand bien de la communauté kabyle, celle des

imazighen (« hommes libres ») et *imesdurar* (« montagnards »), habitants de *tamourt leqbayel*, le « pays », la « patrie kabyle ».

Un très fort souci d'égalité est manifesté en toute occasion, comme lors des sacrifices de partage de viande (*timechret* ou *ouziaâ*) organisés par l'assemblée villageoise, où les participants veillent scrupuleusement au nombre et à la taille identiques de morceaux de viande de mouton ou de bœuf, de chaque catégorie (parties les plus grasses, les plus maigres, osseuses, de différents abats), disposés en tas et dont on procède ensuite à la répartition, en une cérémonie accomplie en un lieu public, et où la présence de chaque homme du village est obligatoire [Lacoste-Dujardin, 2001]⁹. Pour les participants, cette cérémonie donne à voir l'unanimité de la solidarité et de l'égalité villageoises, en offrant aux plus démunis l'occasion de consommer de la viande¹⁰. Mais ce souci égalitariste a pour contrepartie un véritable anti-individualisme, manifesté collectivement dans une sorte de hantise de l'accaparement du pouvoir personnel par un individu : il n'est pas souhaitable de l'emporter individuellement sur un homologue (exception faite d'un étranger ou de forces du surnaturel magique).

C'est pourquoi les structures sociales sont organisées en Kabylie de telle façon que, en dehors de la supériorité reconnue à l'âge et au sexe masculin, il n'est d'autorité licite que partagée entre égaux, et de fonction de responsabilité que temporaire. Ce souci jaloux d'égalitarisme peut être poussé à certains excès, jusqu'à imposer une limite à l'enrichissement personnel. Ainsi, il y a plus d'un siècle, un riche commerçant du village kabyle d'El Kalaâ des Aït Mansour en a fait l'amère expérience : sommé par le *qadi*¹¹ et l'assemblée du village de cesser d'accroître sa fortune accumulée, il s'est trouvé alors contraint d'entreposer désormais stérilement ses richesses. Elles comprenaient plusieurs dizaines de milliers de litres d'huile d'olive, cinq pièces remplies de figes sèches, trois d'olives, et beaucoup d'argent, qu'il lui fut enjoint de redistribuer en aumônes aux pauvres [Carette, 1848, p. 327-328]. Cette représentation jalousement égalitariste est présente jusque dans la littérature orale, où, dans les contes, le véritable héros kabyle est avant tout défenseur de la cohésion de la communauté villageoise, tandis que l'aventurier qui conquiert un pouvoir personnel, celui, par exemple, qui devient sultan grâce à un anneau magique, sur le modèle des Mille et Une Nuits, s'en va poursuivre ses exploits loin de la Kabylie, en terre étrangère [Lacoste-Dujardin, 1970].

9. C'est la représentation voulue car, en réalité, le nombre de parts prises par chaque chef de famille, la mise aux enchères de la dépouille et de la tête, la contribution de chacun à la caisse collective sont moins égaux qu'il n'est donné à voir [Lacoste-Dujardin, 2001].

10. Même si, dans la réalité masquée, la hiérarchie du village est par ce rite réinstituée [Lacoste-Dujardin, 1976].

11. Le *qadi* est celui qui est chargé de dire la loi.

L'assemblée villageoise consensuelle

Dans les organisations politiques traditionnelles du village, ce sont les familles et non les individus qui sont représentées, et l'autorité de chaque participant à l'assemblée des hommes du village, la *jemaâ*, est en premier lieu fonction de la réputation de sa famille, du nombre d'hommes qu'elle comporte, et aussi de sa compétence personnelle dans l'art oratoire. Car les décisions y sont traditionnellement prises au consensus, après que les hommes ont longuement discuté et jusqu'à ce que tous se rallient à une seule et même opinion, celle qui, la mieux défendue, a emporté la conviction et sera suivie de décision. C'est ainsi que les hommes d'âge, chefs de familles importantes (les *iqurray n'taddart*, « têtes de village » ou « chefs »), pourvu qu'ils soient doués de sagesse et surtout de *tamusni* (« science du discours »), ont dans le passé été les mieux entendus, réalisant une véritable gérontocratie. L'assemblée des hommes du village, la *jemaâ*, a toujours été la seule instance organisée de façon constante, avec des réunions périodiques régulières, dans un bâtiment propre, la *tajmaât* (« maison des hommes »). L'assistance y est obligatoire pour tous les hommes et représentants de chaque famille du village (à l'exclusion des femmes, sauf cas exceptionnel). La *jemaâ* décide des lois que le village se donne et sanctionne par des amendes les manquements à ces lois commis par les membres du village, homme, femme ou enfant ; elle assure et gère aussi l'entretien des terres, chemins, bâtiments communs, fontaines.

C'est ainsi le consensus villageois, à défaut de majorité et de minorité et sans vote, qui résout et décide, à l'unanimité de principe, des affaires administratives, juridiques et politiques de chaque village. Cependant, puisque la langue tamazight ne dispose pas de l'écrit, l'oralité des affaires et des lois a toujours permis une grande souplesse d'adaptation selon l'occasion : rien n'a jamais été figé, tout a toujours été débattu, négocié et, selon l'opportunité, adapté ; il suffisait pour cela que tous les villageois se mettent d'accord. L'assemblée elle-même était présidée la plupart du temps par l'*amin*, chef temporaire du village, le plus souvent patriarche d'une famille honorable, respecté pour sa sagesse. Il n'y avait pas d'instance supérieure régulière. Un conseil de tribu, réunissant les responsables des différents villages, pouvait être réuni lorsqu'une conjoncture particulière le requérait : une *casus belli*, une volonté de sécession d'un village ou le désir d'adhésion d'un autre, une atteinte à l'honneur tribal ; mais à ce niveau de l'*aârch* (la « tribu »), rien de régulier n'existait.

Aujourd'hui, la pression d'une jeunesse nombreuse

Or, ces *jemaâs* ont survécu jusqu'à aujourd'hui, malgré la guerre et la mise en place de structures administratives. La gérontocratie d'autrefois s'y est trouvée dépassée. Car la population de Kabylie a beaucoup changé dans sa composition, du fait des multiples événements du siècle dernier. En effet, l'émigration en France a très tôt séduit les hommes kabyles, qui ont poursuivi ainsi leurs déplacements traditionnels jusqu'en dehors du Maghreb. Ils ont été d'autant mieux à même d'aller travailler en France qu'une politique de scolarisation en français a été, depuis la fin du XIX^e siècle, tout particulièrement mise en place en Kabylie par le gouvernement français, plus précocement ici en l'absence de colonisation que dans les autres régions d'Algérie, où les colons s'opposaient à la scolarisation des indigènes. Très tôt, dès les années 1900-1910, des Kabyles ont été chercher jusque au-delà de la mer, dans les usines marseillaises, parisiennes, ou dans celles des régions du nord ou de l'est de la France, les compléments de ressources que leur terre de Kabylie ne parvenait pas à leur fournir en suffisance. Les émigrants ont été bientôt surtout des jeunes hommes scolarisés, aptes à lire et écrire en français.

Conséquence de l'émigration et de l'indépendance : beaucoup de jeunes

Ce fut d'abord ce que l'on a appelé l'«émigration noria», organisée par les familles, où un frère remplaçait l'autre pour quelques années, souvent du plus âgé jusqu'au plus jeune, avant de revenir se marier au pays. Puis les hommes ont émigré plus durablement, pour une dizaine d'années ou plus, dans ce que l'on désignait en Kabylie comme «partir travailler à gagner de l'argent», mais toujours pour envoyer régulièrement les mandats à la famille, parents, frères et sœurs, femme et enfants, restés au pays. Sur ces entrefaites, la guerre d'indépendance algérienne (1954-1962) a pérennisé plusieurs années cette immigration masculine, tout en aggravant le déficit masculin sur place, en Kabylie, en ponctionnant sévèrement en hommes, victimes de guerre, la population locale. Enfin, tout a changé à partir de 1975, lorsque l'immigration dite «de travail», d'hommes seuls, a été interdite, tandis qu'était autorisé le seul «regroupement familial». Les femmes ont alors rejoint leur mari, puis les enfants ont suivi ou sont nés en France. Ce changement de nature de la population kabyle immigrée en France a, en Kabylie, non plus seulement privé les familles étendues et nombreuses restées au pays d'un ou deux hommes seuls, mais les a amputées d'un foyer conjugal qui, en France, s'est installé durablement, avec un niveau de vie nettement supérieur à celui de la Kabylie. Alors, les mandats envoyés à la montagne se sont faits moins réguliers, plus rares, leurs montants moins élevés, et le transfert de fonds de France en Algérie

a considérablement chuté. Si bien que les hommes actifs, en même temps que les revenus de l'émigration et les ressources, ont bientôt commencé à faire défaut au pays.

Et pourtant, en Algérie même, les familles kabyles appauvries ont encore, dans la vague démographique qui a suivi l'indépendance, vu naître de nombreux enfants qui ont survécu du fait de la réduction de la mortalité, ou du fait des émigrés de retour qui, souvent, se sont remariés à la fin de leur vie de travail, à l'heure de la retraite, et ont eu sur place de nouveaux enfants, ou du fait, plus simplement, des hommes et femmes restés en Algérie, jeunes devenus adultes. Car l'État algérien a attendu très longtemps avant de lancer et développer des campagnes de limitation des naissances, de sorte que, les conditions sanitaires s'améliorant, la mortalité infantile a régressé et la natalité a considérablement augmenté, jusqu'à faire prendre finalement conscience aux autorités de l'augmentation inquiétante du nombre des jeunes, prélude à un futur problème de la jeunesse.

Si, après l'introduction de la contraception, la scolarisation accrue, y compris celle des fillettes, et les multiples changements dans les mentalités, la natalité diminue aujourd'hui réellement de façon spectaculaire, il n'en reste pas moins que le pic des naissances des années passées se ressent encore dans la pyramide des âges : les jeunes de moins de vingt-cinq ans représentent, en 2001, 57 % de toute la population algérienne. En l'absence de nombreux hommes émigrés, ce sont ces jeunes qui, très nombreux et dynamiques, prennent à présent place sur la scène politique.

Les jeunes raniment les jemaâs villageoises, où ils prennent le pouvoir

Désormais, dans les assemblées villageoises et même dans les rues des villages et des villes kabyles, ces jeunes sont très nombreux. Or, privés de la possibilité d'émigrer, ils sont aussi privés de possibilités de travail, car le chômage sévit dramatiquement. Ils ne trouvent pas leur place dans l'agriculture ou l'artisanat local, jugés non rentables et de plus en plus abandonnés, non plus que dans l'activité nationale où ils ne peuvent être intégrés, si bien qu'ils demeurent aujourd'hui marginalisés. Alors ils veulent faire entendre leur voix, réclamer leur place dans la société algérienne. Ils n'hésitent pas à prendre souvent la parole, et aussi le pouvoir puisque, dans les assemblées, leurs voix conjuguées, leur détermination, leurs revendications coïncident avec l'insatisfaction générale en Kabylie et emportent l'adhésion.

Or, dès l'indépendance en 1962, l'État algérien avait laissé ranimer officieusement les assemblées villageoises, croyant calmer cette Kabylie volontiers frondeuse qui n'avait guère été récompensée de sa massive participation à la lutte pour

l'indépendance. Il est à penser qu'alors, et jusque encore aujourd'hui, l'État a prudemment jugé préférable de concéder ces expressions politiques, organisées sur le mode de la parenté sans dépasser le cadre du village, plutôt que d'encourager le développement de partis plus larges, fondés sur une adhésion à un programme préétabli et aptes à réunir un plus grand nombre de partisans individuels, structurant un plus vaste mouvement, de dimension régionale, voire éventuellement nationale. Toujours est-il qu'aujourd'hui, du fait ou non de la bienveillance du pouvoir, les jeunes ont choisi de se réunir selon les modalités traditionnelles de ces *jemaâs* anciennes, qu'ils estiment encore constitutives de leur identité kabyle, et expressives des valeurs fraternelles et égalitaristes de leur culture.

*Des assemblées populaires communales aux aârchs
des « coordinations » actuelles*

En fait, plusieurs structures dépassant le cadre strict du village existent aussi aujourd'hui. Il y a d'abord les APC, « assemblées populaires communales », structures administratives, comme dans l'Algérie tout entière, créées au lendemain de l'Indépendance selon les modalités des communes françaises. En Kabylie, elles regroupent un certain nombre de villages (d'une dizaine à une quarantaine) et leurs membres sont élus par l'ensemble des habitants de la commune. L'APC est dirigée par un président (on l'appelle volontiers « maire ») élu par les membres, et son secrétaire est nommé par l'État. Le plus souvent, les élus représentent surtout les familles les plus importantes du territoire communal, et ce n'est qu'accessoirement qu'ils affichent l'étiquette de l'un des partis kabyles, comme le FFS ou le RCD, *a fortiori* celle des partis nationaux comme le FLN (Front de libération nationale) ou le récent gouvernemental RND (Rassemblement national démocratique). À noter l'absence quasi générale en Kabylie de votes favorables aux partis islamistes, spontanément interdits lors des précédentes élections municipales par certaines *jemaâs* de Kabylie, sous peine de bannissement des coupables, comme j'ai pu l'observer sur place.

Mais, pour structurer leur mouvement de révolte, les jeunes, en ranimant les *jemaâs*, ont donc choisi de négliger la moderne organisation communale des APC. Et, au-delà des *jemaâs*, ils ont surtout été tentés par un système d'organisation traditionnelle – de dimension voisine de celle des actuelles APC – qui a eu effectivement quelque réalité dans le passé en regroupant plusieurs villages : ce sont les *aârchs* ou « tribus » ; les jeunes ont même choisi parfois des organisations plus vastes encore sur le terrain, de nouvelles « coordinations d'*aârchs* ». Il convient d'examiner de près ces anciennes structures auxquelles les jeunes ont choisi de se référer et qu'ils prétendent ranimer, afin d'en apprécier la validité politique dans les circonstances présentes.

Les structures politiques traditionnelles

En fait, l'*aârch* ou *laârch/laârach*, « tribu » en berbère (pluriel arabe : *aârouch*), était bien autrefois une unité sociopolitique traditionnelle, composée d'un ensemble de plusieurs villages voisins, aux intérêts politiques ou administratifs solidaires. Comme la plupart des autres groupements sociaux de différentes tailles, depuis la famille jusqu'à la confédération, l'*aârch* était et est encore souvent appelé par un nom qui le désigne comme l'ensemble des descendants d'un même ancêtre, parenté beaucoup plus souvent fictive que réelle. Plus grand que le village, puisqu'il en regroupait un certain nombre (jusqu'à une dizaine ou plus), l'*aârch* était en revanche plus petit que la confédération (*qabila* ou *taqbilt*), dont à l'occasion il pouvait faire partie, qui regroupait de trois à éventuellement près de vingt *aârchs*. Le territoire de l'*aârch* est encore reconnu aujourd'hui, mais ses frontières ont pu varier dans l'Histoire, incluant ou excluant tel ou tel village ou hameau, dont les habitants ont pu choisir de faire sécession ou changer de ralliement tribal.

Mais tandis que, dans le passé, le village a toujours été la seule structure sociale communautaire vraiment permanente, avec son assemblée, la *jemaâ*, et ses chefs et responsables durables, l'*aârch* n'était plutôt qu'une organisation relative-ment occasionnelle et temporaire (en cas de rivalité avec une tribu voisine ou de guerre contre l'étranger). Le plus souvent, il était dépourvu d'instance constante de concertation, ses réunions n'étaient décidées qu'au coup par coup et, surtout, il n'avait pas de chef permanent. Les hommes (toujours à l'exclusion des femmes) des différents villages de l'*aârch* ne se rassemblaient ainsi qu'occasionnellement, lorsque des délibérations importantes pouvaient concerner plusieurs villages à la fois, par exemple en cas de guerre contre un ennemi extérieur. À cette réunion de « tribu » constituée des représentants de chaque village, les décisions étaient prises au consensus, comme à l'assemblée villageoise. De même que la plupart des autres structures sociales kabyles, l'*aârch* était très souple, mais ses compétences, comme sa composition, pouvaient varier dans le temps. Dans la tradition historique, on a retenu des exemples de délibérations mémorables qui ont mobilisé la réunion de l'*aârch*, voire, exceptionnellement, de la *taqbilt* (« confédération »), un groupement de plusieurs *aârchs* (de trois à une vingtaine); ç'aurait été le cas par exemple pour décider de l'exhérédation des femmes (l'interdiction d'hériter) qui aurait eu lieu en 1748 chez les At Fraoucen, à Djemaâ Sahridj [Mahé, 2001] et en 1769-1770 chez les At Iraten [Boulifa, 1925]. Mais ni l'*aârch* ni leur réunion en *taqbilt*, la « confédération » qui un temps coalisait un plus grand ensemble de villages, n'avaient de structure permanente, non plus que de conseil périodique, ni *a fortiori* de chefs stables. Aucune instance de concertation à périodicité régulière, durable dans sa composition, sa fonction et sa direction, ne dépassait le cadre

villageois de la *jemaâ*. Mais aujourd'hui, puisque le mouvement des jeunes prétend s'organiser dans le cadre de chaque *aârch*, il importe d'examiner quelle en était la réalité autrefois, et surtout avant la conquête coloniale.

Laârchs et confédérations dans le passé : une répartition inégale

Deux études de militaires, respectivement de 1848 (capitaine Carette) et 1872-1873 (général Hanoteau et A. Letourneux), ont détaillé les « tribus » et « confédérations » de Kabylie et évalué leurs populations, leur économie et leur importance locale. Alors que la Kabylie n'a été conquise qu'à partir de 1857, le premier auteur a cependant pu, près de dix années auparavant, établir son bilan à partir d'enquêtes auprès d'informateurs. Quant aux seconds, ils ont publié après l'insurrection kabyle de 1871 et eu accès à des premiers recensements, dont celui de 1866. Or, si les résultats des deux études diffèrent en de nombreux points, on peut pourtant, à travers elles, se faire une idée de la répartition de ces formes d'organisations sociopolitiques en Kabylie, ainsi que de leurs forces respectives, car les évaluations sont souvent concordantes dans leurs rapports relatifs. À dire vrai, plus que d'une évolution à plus de quelque vingt années d'écart, ces divergences sont très révélatrices d'une caractéristique fondamentale de ces structures. C'est, d'une part, la fluidité des découpages « tribaux », par la décision de villages de se rattacher tantôt à un *aârch*, tantôt à un autre, comme la mobilité consécutive des définitions d'*aârch*, et, d'autre part, l'instabilité des regroupements des *aârchs* eux-mêmes en « confédérations » comme l'appréciation que peuvent en avoir tant l'observateur extérieur que les habitants eux-mêmes. Bref, ces variations sanctionnent la mouvance d'une réalité changeante, instable. Il n'en reste pas moins que, cette réserve faite, l'examen de ces deux bilans fait apparaître des points de convergence intéressants. En effet, la répartition d'ensemble, par ordre de grandeur, à commencer par les regroupements les plus nombreux, se révèle tout à fait similaire dans les deux observations¹². Leur examen permet de constater en quels emplacements se trouvaient localisées plus volontiers ces confédérations (voir carte p. 127).

12. Je me suis fondée le plus souvent sur les évaluations les plus récentes, de Hanoteau et Letourneux [1873], tout comme l'a fait aussi Alain Mahé [2001, p. 75-78].

Des regroupements en confédérations sur les marches au-dessus des plaines

Le plus important des regroupements nommés « confédération » est celui des Iflissen Mellil, qui aurait réuni pas moins de dix-neuf tribus de taille moyenne chez Carette (19 200 habitants en 1848, soit un peu plus de 1 000 par tribu) et treize tribus pour Hanoteau et Letourneux (24 422 en 1873, soit un peu plus que 1 800 personnes par tribu)¹³. Mais, première caractéristique importante, ces tribus sont émiettées en de très nombreux (cent sept) petits villages (230 habitants en moyenne, le plus grand de 1 267 habitants, le plus petit de 24). En effet, deuxième particularité, les Iflissen Mellil sont situés à la plus grande proximité d'Alger, les premiers rencontrés depuis la capitale en direction de l'est. Dans cette partie la plus occidentale de la Kabylie, ils habitent les hauteurs d'un premier ensemble de moyenne montagne qui, entre les vallées du fleuve Isser, à l'ouest, et de la rivière Bougdoura, affluente du Sebaou, à l'est, domine les basses plaines et collines entre les fleuves Sebaou et Isser, où passent à la fois deux routes qui les contournent : au nord celle d'Alger à Tizi-Ouzou, gardée par les *bordjs*¹⁴ turcs de Menayel et de Sebaou, et, à leur flanc est, celle autrefois suivie par les Turcs d'Alger à Constantine par leur *bordj* de Boghni. Ils se sont ainsi trouvés postés en situation exposée de « gardiens des portes de la Kabylie ». Leur territoire, assez étendu, est peu élevé, arrosé par quatre rivières, et ils y ont produit un peu de blé et d'orge, de l'huile d'olive, des figues, des raisins secs, tout en complétant ces ressources agricoles par l'artisanat (armurerie, orfèvrerie et tissage de la laine). Pourtant, peut-être est-ce en raison de la dangerosité de leur position d'avant-poste de la Kabylie que non seulement le territoire des Iflissen Mellil n'était pas très densément peuplé, dans des villages dispersés en petites unités, mais encore que, en conséquence, les tribus qui l'occupaient se sont réunies durablement en une seule confédération, dans une attitude de constante veille armée. En outre, s'ils avaient cependant quelques plaines dans le fond de leurs rivières ou sur quelques replats où ils cultivaient un peu de céréales, c'était en quantité très insuffisante pour leurs besoins, alors que les basses terres qui les bordent au nord, dans les vallées de l'Isser et du Sebaou, étaient occupées par des tribus soumises aux Turcs (les Amrawa et les Issers). Leurs relations étaient conflictuelles avec ces voisins immédiats. En effet, les Iflissen Mellil, qui, eux, n'ont jamais payé d'impôt aux Turcs, étaient en état quasi constant de guerre avec les Amrawa et les Issers, chez lesquels ils descendaient fréquemment voler des bestiaux. Les Iflissen Mellil ont connu d'ailleurs au XIX^e siècle une certaine célébrité grâce à l'une de leurs grandes familles, les

13. Tribus : Mzala, At Mekla, Mkira, Rouafa, Azazna, Chilmoun, At Rouba, At Amran, At Chenacha, Iltaiën, Yahya ou Moussa, At Bouzouza, Irafan. Voir tableau p. 145.

14. *Bordj* : fort turc souvent installé dans les plaines et ponctuant leurs voies de communication à travers l'Algérie.

Ben Zamoun, qui dominèrent la confédération et défrayèrent la chronique guerrière de la région.

Dans une position semblable de marche dominant immédiatement la plaine, au contact avec les incursions étrangères, se trouvaient encore situés quelques autres groupements kabyles qualifiés de confédérations, comme, sur la rive droite du Sebaou, à cheval sur la crête de la Kabylie maritime, les Aït Waguenoun, « confédération » de neuf « tribus » pour Hanoteau et Letourneux (11 593 hab.)¹⁵, et de « tribu » en sept « fractions » pour Carette (7 800 hab.), soit un effectif peu dense, semblable à celui des Iflissen Mellil, d'un peu plus d'un millier de personnes par tribu, dans de petits villages dispersés (173 habitants en moyenne, le plus grand peuplé de 1 150 personnes, le plus petit de 16). Ces Kabyles occupent la partie occidentale de la chaîne de Kabylie maritime, une zone de moyenne montagne le long du littoral méditerranéen et sur le versant sud dominant la plaine du Sebaou, qui comporte, au nord, quelques plaines céréalières près du rivage, et quelques autres sur le versant sud de la chaîne maritime, qu'ils devaient disputer avec les Amrawa. Mais surtout, le territoire des Aït Waguenoun était traversé par une voie importante au temps des Turcs, qui le prenait en écharpe, depuis Dellys, sur la côte au nord-ouest, jusqu'à Tizi-Ouzou, au cœur de la plaine du Sebaou, au sud-est. Cet itinéraire était suivi par les Turcs pour ravitailler par mer jusqu'au port de Dellys leurs *bordjs* de Tizi-Ouzou et de Sebaou, d'où ils pouvaient surveiller la Grande Kabylie. Comme les Iflissen Mellil, les Aït Waguenoun se sont toujours refusés à payer l'impôt aux Turcs, qui leur réclamaient le passage pour leurs convois et s'étaient établis en voisins à leurs pieds, dans la plaine du Sebaou.

Dans cette plaine, les Turcs avaient en effet installé autour de leurs *bordjs* (Sebaou, Tizi-Ouzou, Menayel, entre autres) leurs colonies militaires (*zmoul*) ou milices *maghzen*¹⁶ des Amrawa, groupements hétéroclites d'Arabes, de Noirs, de Kouloughlis (métis de Turcs) et de Kabyles transfuges, à leur solde (comptés 10 000 en 1848 et 11 855 en 1973).

Une autre confédération de Kabylie maritime se trouve aussi au contact de ces Amrawa de la plaine du Sebaou, mais plus éloignée sur les hauteurs de la partie orientale de la chaîne maritime, c'est celle des Aït Jennad (évalués à 12 600 habitants en 1848 et à 15 839 en 1873), concentrés en trois grosses tribus¹⁷ (entre 4 000 et 5 000 personnes chacune) et en assez gros villages (de 300 habitants en

15. Attouch, At Sidi Hamza, At Saïd, Yaskren, At Msellem, Istiten, Cheurfa, Aâfir et At Aïssa Mimoun.

16. Tribus *maghzen* et *zmoul*: sortes de colonies fondées par les Turcs autour de leurs *bordjs*, qu'ils mobilisaient à l'occasion, car ces volontaires, Arabes, Noirs et Kabyles transfuges, leur devaient le service, armé et monté, moyennant un fusil, un cheval et des terres de labour dans la plaine; les *zmoul* étaient soldats dans les *bordjs*.

17. Tribus: Aït el-Ader, Aït Ir'zer, Aït Keda.

moyenne en 1873). Leur territoire s'étend au long du versant exposé au sud, qui descend en pente douce depuis le *tamgout* des Aït Jennad, le sommet de la Kabylie maritime (1 278 m), jusqu'à la large et basse vallée du Sebaou. Depuis leurs villages établis prudemment à l'abri en haut de la montagne, ils descendaient cultiver des céréales dans leur *azaghar* (« plaine ») d'amont. Ils avaient un marché réputé et très fréquenté par tous les Kabyles des environs et même d'outre-Sebaou, sur la crête, aux Agribs. Leurs démêlés avec les Turcs et leurs séides leur avaient valu une réputation de « très guerriers » [Carette, 1848]. En effet, comme les Iflissen Mellil, et comme aussi les Aït Waguénoun, les Aït Jennad ont souvent été en lutte avec les Turcs, qui cherchaient à traverser leurs terres pour aller couper du bois de charpente de marine dans leurs forêts du *tamgout*. Mais, à l'abri dans la montagne, gardant autrefois, avec les Aït Waguénoun, l'accès à l'arsenal d'armes blanches des Iflissen Lebhar [Lacoste-Dujardin, 1997], leurs villages perchés ont résisté aux attaques.

Ces trois confédérations-ci (Iflissen Mellil, Aït Waguénoun et Aït Jennad) avaient donc en commun une certaine proximité de l'ennemi turc, installé dans les plaines proches des fleuves ouvrant la montagne, et la nécessité de pouvoir se mobiliser rapidement contre le danger qu'ils représentaient. Cette conjoncture justifie sans doute leur cohésion durable en confédérations (ailleurs plus souvent occasionnelles, ou même inexistantes), en réponse à leur exposition à un danger proche et constant : les Turcs et Amrawa. Ainsi peut-on peut-être aussi rendre compte de la relative modération de l'effectif moyen de leurs tribus, surtout chez les Iflissen Mellil et les Aït Wagenoun (1 000 à 1 700 en 1873), cependant plus fort chez les Aït Jennad (4 000 à 5 000 en 1873), plus loin d'Alger, à moindre exposition au danger.

Cette hypothèse se vérifie pour d'autres confédérations dans la même situation en marge des plaines et des Turcs : ainsi en était-il des Igouchdal ou Guechtoula¹⁸, qui, au sud-est et en amont de leurs voisins Iflissen Mellil, habitent les hauteurs, certes plus élevées, mais entourant immédiatement le bassin de Boghni – Dra el-Mizan, longtemps tenu par les Turcs installés au *bordj* de Boghni (colonies *zmoul*¹⁹), sur la route turque d'Alger à Constantine. Même structure en confédération, assez nombreuse (respectivement 16 500 pour huit tribus en 1848, et 17 060 pour neuf en 1873, soit environ 2 000 par tribu), en villages de moyenne importance (416 habitants en moyenne). Ils occupent un territoire de montagne cependant plus sévère par le relief et le climat, mais davantage préservé que celui des portes de Kabylie, tenues par les Iflissen Mellil, ou que celui des confédérations de Kabylie maritime (Aït Waguénoun et Aït Jennad), puisqu'en grande

18. Tribus : Cheurfa g Ir'il, Ir'il Imoula, Mechras, Aït bu Adu, Aït bu R'erdane, Aït Mendes, Aït Koufi, Aït Smail, Frikat.

19. Voir note 15.

partie sur les pentes nord du Djurdjura, en amont des vallées de Boghni et de la rivière Bougdoura. Les Igouchdal sont déjà à une altitude telle que fréquents étaient chez certains d'entre eux les toits en terrasse, plus appropriée que les tuiles pour soutenir le poids de la neige en hiver. Montagnards d'altitude, vivant surtout d'arbres fruitiers, ils cultivaient cependant quelques céréales dans les fonds des rivières lorsqu'ils n'y étaient pas en conflit avec les tribus soumises aux Turcs. En cas de déficit en céréales, ils complétaient, comme tous les autres montagnards, par la farine des glands du chêne à glands doux (*abelloud*).

Les fortes concentrations dans le massif Agawa

Ainsi, cette première approche des confédérations et des tribus conduit à observer que plus on pénètre dans la montagne, plus la population des tribus et des villages augmente, si bien que la densité paraît croître en même temps que l'altitude (jusqu'à 1 200 à 1 500 m). Cette hypothèse se vérifie dans le massif Agawa, qui constitue le cœur de la Grande Kabylie. C'est dans ce massif refuge en effet que s'observent jusqu'à aujourd'hui les plus fortes densités de population, les plus grosses tribus et les plus gros villages aussi, au point que l'on a pu parler à leur sujet de petites villes (voir tableau p. 145).

En vérité, la délimitation de l'aire occupée par les *Igawawen* (ou *Zouaouas* en arabe) a toujours été, et est encore, objet de discussion. L'observation géographique imposerait pourtant la coïncidence entre « massif Agawa » et *Igawawen*, ceux-ci étant définis comme les habitants de celui-là. Il faut cependant tenir compte d'autres considérations. Hanoteau et Letourneux ont bien tenté de regrouper deux confédérations sous cet intitulé plus large d'*Igawawen*, mais ils se sont bien gardés de définir cette forme de groupement. Ces auteurs de 1873 semblent avoir voulu ainsi mettre l'accent sur le fait que ces gens habitaient au cœur du massif Agawa. Ils ont donc regroupé sous cette appellation deux confédérations : celle des Aït Betrout et celle des Aït Mangellat, chacune occupant les hauteurs d'un même ensemble de reliefs au pied nord du Djurdjura, chaque unité de relief correspondant, comme partout ailleurs en Kabylie, à une tribu. Les Aït Betrout avaient un effectif de 19 749 personnes et comprenaient quatre tribus²⁰, les Aït Mangellat en comptaient 14 429 en pareillement quatre tribus²¹. De sorte que chacune de ces tribus était forte de 5 000 personnes chez les Aït Betrout et de 3 600 chez les Aït Mangellat, dans des villages relativement voisins qui comptaient en moyenne 420 habitants. C'est en effet une forte concentration, une véritable nébuleuse urbaine, au point que le seul village d'Aït Lahsen des Aït Yenni, qui

20. At Yenni, At Wassif, At Bu Akkach et At Bu Drar.

21. At Mangellat proprement dits, At Attaf, Akbil, At Bu Youssef.

regroupait 1 680 habitants en 1873, était de surcroît contigu avec deux autres villages (Taourirt Mimoun et Aït el-Arbaâ) en un ensemble cohérent désigné spécialement comme *Tlata tuddar*, «Trois villages» (3 400 habitants en 1873). Ces gros villages, voisins et parfois même jointifs, couronnaient de leurs maisons en pierre à toit de tuiles rouges les crêtes qui descendent du sud au nord depuis le Djurdjura, entre de profonds ravins occupés par le maquis. Même concentration des villages et des *laârchs* sur le relief montagneux en face des Aït Yenni, de l'autre côté du ravin de la rivière Aïssi, en grosses tribus de 5 000 habitants : chez les Aït Iraten²² (19 749 en cinq tribus en 1873, soit près de 4 000 habitants par tribu). Nous sommes bien là chez les industriels Igawawen, aux terres si accidentées qu'elles ne sont guère favorables qu'à l'arboriculture complétée par l'artisanat et le commerce itinérant, souvent au long cours, l'émigration dans les villes du Maghreb (à présent en France). Parmi eux, les Aït Yenni sont célèbres pour leur orfèvrerie et leur armurerie, comme d'autres l'étaient aussi pour leurs tissages de laine (Aït Yahia) ou de lin (Aït Ghobri), etc.

En 1848, Carette citait un «canton des Zouaoua» ou «Gaouaoua», qu'il estimait établi sur les reliefs dans le bassin du haut Sebaou, autour des premiers cités ci-dessus (Aït Betroun et Aït Mangellat). Pour lui, il aurait compris vingt-deux tribus totalisant 94 000 habitants : de gros effectifs tribaux puisque, en moyenne, 4 000 personnes par tribu. Il a nommé les Aït Aïssi, voisins des Aït Yenni au nord-ouest, de l'autre côté de la rivière Aïssi, qui, en 1873, étaient donnés par Hanoteau et Letourneux pour une confédération de tribus (dépassant 2 500 habitants chacune)²³. Sur la foi de ses informateurs, Carette a cité encore d'autres tribus parmi les Igawawen, toutes situées sur le massif Agawa, comme, à l'est des Aït Fraoucen, les Aït Ghobri, Aït Bu Chaïb, Aït Idjer ou, plus au sud du massif, les Illoul Oumalou, Aït Itsoura et, plus à l'ouest, les Aït Aïssi, etc. Autrement dit, le capitaine Carette a considéré les Igawawen comme habitants du massif Agawa²⁴. Et l'évaluation correspondante dans Hanoteau et Letourneux en 1873 indique une cinquantaine de tribus, qui auraient totalisé 148 250 habitants, soit près de 3 000 personnes par tribu : le massif Agawa a vraiment toujours été très densément peuplé !

Or, parmi ces dernières tribus, les divers auteurs ne notent que peu de confédérations. Sans doute peut-on penser que celles-ci étaient plus instables dans le massif Agawa que dans les marches, en fréquent état de guerre, où leur nécessité et leur permanence étaient plus grandes. Tandis que, dans ce refuge montagnard très densément peuplé, les querelles de voisinage et intestines prévalaient, envenimées

22. Irjen, Akerma, At Ousammer (« adret »), At Oumalou (« ubac »), Awggacha.

23. Aït Abd el-Moumen, Aït Ameur ou Faïd, Aït Mahmoud, Aït Douala, Aït Zmenzer, Ifferdioun et Ihassenawen.

24. Même si l'on ne peut vraiment dire si le massif a donné son nom aux hommes ou l'inverse.

par les difficiles conditions de vie : exigüité des surfaces, raideur des pentes, pauvreté des ressources et densité de la population. Et c'est un fait que les conflits y étaient très fréquents, et que les *aârchs* eux-mêmes changeaient souvent de limites territoriales, selon la volonté de rattachement à l'une ou l'autre tribu proche décidée par la *jemaâ* de quelque village.

Nombre d'autres tribus, par exemple plus orientales, à proximité de Bejaïa, ou sur le versant sud du Djurdjura, dans la vallée du fleuve Sahel-Soummam, n'étaient pas regroupées en confédérations, et leurs limites n'étaient pas très stables²⁵. Dans la montagne, ces tribus pouvaient selon les périodes être en instance d'alliance éventuelle avec des confédérations proches ou, à l'opposé, en conflit pour quelque motif circonstanciel. La flexibilité des regroupements autorisait toujours une grande souplesse.

Au demeurant, il faut bien constater l'instabilité des unités d'organisation traditionnelles dans la société kabyle, et les observations précédentes confirment le peu de fiabilité des formes, *aârch* ou « tribu » et *a fortiori* « confédération », qui dépassaient le cadre du village, seule unité véritablement stable et organisée politiquement par la *jemaâ* villageoise.

Les nouveaux *aârouch* ou les inadéquations de la tradition montagnarde

Au début du XX^e siècle, l'administration coloniale avait innové en tentant d'instituer en Kabylie différents groupements durables correspondant plus ou moins à l'*aârch* ; ce fut par exemple un ensemble portant le nom arabe de *douar*, avec une assemblée et un chef responsable devant les autorités administratives françaises en matière de justice et de conflits. Il y eut aussi des « communes », les unes « mixtes », les autres « de plein exercice », puis des « centres municipaux ». Si toutes ces différentes instances n'ont guère eu de réalité culturelle en montagne kabyle, en revanche elles ont contribué à brouiller les souvenirs et à entretenir une grande confusion.

Depuis l'Indépendance, les structures administratives algériennes sont donc fondées sur les APC élues selon des principes démocratiques, et qui correspondent le plus souvent tantôt à des anciens *aârchs*, tantôt à des regroupements, voire à d'anciennes confédérations. Hocine Aït Ahmed, président du FFS, propose la moderne APC comme base d'organisation. Les APC sont incluses dans de modernes unités administratives, plus larges, stables, les *dairas*, de la taille de « cantons » (ou sous-préfectures), elles-mêmes regroupées, à une échelle voisine de celle de nos départements français, en *wilayas* (ou préfectures). En Algérie, il

25. Aït Yala, Mechdala, Aït Ouakour, Aït Mellikech, Aït Amar, Aït Our'lis, Fenaïa, Mzala, Mezzaïa, entre autres.

n'existe pas d'organisation administrative régionale supérieure aux wilayas, et cette revendication d'une régionalisation dans l'État algérien est souvent avancée en Kabylie. Des jeunes – ou moins jeunes – réclament même une certaine autonomie, avec le « Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie » (MAK), voire une indépendance de la Kabylie, pourtant dans l'incapacité de se suffire à elle-même. Mais ce mouvement est en 2002 très minoritaire.

Depuis 2001, les jeunes Kabyles en révolte ont voulu ranimer un genre d'instances traditionnelles, regroupant des villages sur la modalité tribale, sous le nom pluriel – arabisé – d'*aârouch*, tandis que d'autres instances ont parfois été aussi désignées par le terme français et vague de « comités ». À l'occasion, des animateurs du mouvement ont tenté de fédérer ces *aârchs* en de plus grands ensembles, voire selon des unités administratives actuelles supérieures en taille pour l'ensemble de la Kabylie. Il y eut ainsi, un moment, des coordinations d'*aârchs* par daïras, puis par wilayas. Parmi d'autres, une « Coordination des *aârchs*, daïras et communes des wilayas de Kabylie » a été constituée. Ses « délégués » ont été désignés au coup par coup et les décisions y ont été prises par consensus. Diverses résolutions ont été proclamées par quelques-unes de ces instances. Des « plates-formes » ont été mises au point au niveau de certaines wilayas. L'une d'entre elles a été adoptée à Bejaïa (Bougie) par la « Coordination intercommunale de Bejaïa » (CICB), mais une autre est plus connue, celle qui a été signée le 11 juin 2001 dans une petite ville de la vallée de la Soummam : la « plate-forme d'El Kseur » par la « Coordination des *aârchs*, daïras et communes de Tizi-Ouzou » (CADC-Tizi-Ouzou). Sa base de revendications « non négociables » réclame du gouvernement algérien, entre autres : la « reconnaissance identitaire, civilisationnelle, linguistique et culturelle *amazigh* », le « départ immédiat » des gendarmes nationaux de Kabylie, des sanctions contre les militaires coupables d'exactions, la libération des jeunes incarcérés, un statut régionalisé en Kabylie et la « mise sous l'autorité effective des instances démocratiques élues de toutes les fonctions exécutives de l'État ainsi que des corps de sécurité ». Certaines de ces demandes sont, on s'en doute, jugées irrecevables par le gouvernement. L'on se trouve désormais dans une impasse.

Or les tentatives d'organisation de ce mouvement portent en réalité les stigmates d'une tradition dépassée et méconnue, la seule durablement organisée, celle des *jemaâs*, qui n'avaient de véritable existence qu'à l'échelle des villages. En effet, en l'absence de féodalité, les Kabyles sont toujours restés armés, et le plus souvent opposés entre eux dans de permanentes rivalités entre communautés villageoises, en état de guerre quasi constante, rendant impossible leur union durable, excepté devant l'ennemi commun²⁶. Leurs structures collectives étaient fondées

26. Il y eut bien quelques potentats locaux comme les Belqadi à Kouko et les Ben Zamoun aux Iflissen Mellil, mais ils n'ont jamais possédé de très grandes propriétés et n'ont pas désarmé les paysans.

sur l'idéologie traditionnelle, égalitariste et anti-individualiste de la parenté, et les montagnards kabyles étaient en proie à un permanent souci de se prémunir contre l'accaparement du pouvoir par l'un d'entre eux. Les jeunes, aujourd'hui lancés dans le mouvement de protestation contre l'État algérien, préfèrent ainsi la collégialité et, comme dans les *jemaâs*, des décisions par consensus à des votes démocratiques, une structuration temporaire, au coup par coup, comme dans les *aârchs*, et, par suite, sans aucune stabilité ni possibilité d'action durable. L'égalitarisme est si farouchement voulu qu'il reproduit certes des « directions tournantes » des mouvements, mais la rançon en est d'empêcher l'émergence de personnalités responsables capables de devenir des cadres susceptibles d'agir dans la cohérence et la durée. Dans ces conditions, il est bien difficile de rallier de plus grands nombres de Kabyles ou d'Algériens, car les structures sont inadaptées aux échelles régionale ou nationale. Le mouvement est de surcroît victime de nombreuses querelles et de dissensions, certaines au sein de la région avec les partis présents en Kabylie, comme le FFS et le RCD, mais beaucoup d'autres intestines, ce qui ne laisse pas présager un sursaut organisationnel cohérent, non plus que le développement de ce mouvement à de plus grands ensembles territoriaux.

Face à cette situation, le gouvernement algérien a beau jeu de temporiser, consentant en apparence à satisfaire partiellement, et de temps à autre, l'une des revendications exprimées par les jeunes. C'est ainsi qu'un statut officiel a été accordé à la langue tamazight (berbère) parlée en Kabylie, mais la mise en œuvre pratique de ce statut n'a pas suivi : les modalités d'enseignement, la qualification des professeurs, voire l'alphabet employé pour cette langue orale n'ont pas encore été définis, et les mouvements kabyles n'ont pas non plus exploité cette première victoire. C'est encore ainsi que le président Bouteflika a fini par gracier et libérer les détenus kabyles, condition posée par les jeunes pour ne pas boycotter les élections locales prévues pour le 10 octobre 2002, alors que par ailleurs ils condamnent le FFS d'envisager d'y participer. Dans ces conditions, le mouvement est peut-être même en train de perdre une partie de son audience parmi les montagnards de Kabylie, lassés par l'agitation durable dans un « sentiment général de ras-le-bol de la population sur la stratégie jusque-là suivie par les *aârchs* » (algeria-interface AFP, Alger, 6 août 2002). Il semble bien que, sauf sursaut, « aucune issue ne se profile » et que, « à moins d'un retournement de situation spectaculaire qui verrait le mouvement des *aârchs* entrer dans le rang, la Kabylie devrait encore boycotter ce scrutin et accentuer la situation de pourrissement » (2 août 2002, www.algeria-interface.com).

La tradition montagnarde, si elle a longtemps fait la force des Kabyles, grâce à une idéologie profondément égalitariste et solidaire entre villageois sur le modèle de la parenté, grâce à une efficace capacité de résistance appuyée sur un nombre important d'hommes, un farouche esprit d'indépendance et une promptitude à la coalition temporaire contre les ennemis extérieurs, fait aujourd'hui la faiblesse de

ce mouvement des jeunes. Car cette tradition les laisse prisonniers d'une cohésion restreinte, qui se traduit par une certaine inaptitude à une organisation durable et cohérente, une incapacité à dépasser les rivalités, les dissensions, dans l'obsession d'empêcher l'émergence de fortes individualités à qui il faudrait confier des responsabilités, et donc un certain pouvoir. Si les jeunes Kabyles apparaissent encore comme le fer de lance de la protestation en Algérie, il est à craindre que le mouvement, enfermé dans une tradition kabyle non modernisée, n'échoue à trouver un écho plus large dans la nation algérienne, par défaut d'organisation responsable, structurée et durable.

Bibliographie

- BOULIFA S. A., *Le Djurdjura à travers l'histoire. Organisation et indépendance des Zouaoua*, Brigau, Alger, 1925, 407 p.
- CARETTE E. (capitaine), *Études sur la Kabylie proprement dite* (exploration scientifique de l'Algérie pendant les années 1840, 1841, 1842), 2 vol., Imprimerie nationale, Paris, 1948.
- HANOTEAU A. (général) et LETOURNEUX A., *La Kabylie et les coutumes kabyles*, Imprimerie nationale, Paris, 3 vol., 1872-1873.
- LACOSTE-DUJARDIN Camille, *Le Conte kabyle. Étude ethnologique*, François Maspero, Paris, 1970, 534 p., 2^e éd. La Découverte-Bouchène, Alger-Paris, 1991.
- , « Changement et mutation dans quelques rites paysans dans l'Algérie nouvelle », *L'Autre et l'ailleurs (hommage à Roger Bastide)*, Berger-Levrault, Paris, 1976, p. 398-415.
- , *Opération «Oiseau bleu». Des Kabyles, des ethnologues et la guerre d'Algérie*, La Découverte, Paris, 1997, 308 p.
- , « La montagne pour les Kabyles : représentations et réalités », *Montagnes méditerranéennes (La montagne et le savoir)*, n° 12, 2000, p. 95-100.
- , « Géographie culturelle et géopolitique en Kabylie », *Hérodote*, n° 103, 2001, p. 57-91.
- MAHÉ Alain, *Histoire de la Grande Kabylie XIX^e-XX^e siècles. Anthropologie historique du lien social dans les communautés villageoises*, Bouchène, Paris, 2001, 650 p.
- Site <http://www.algeria-interface.com>, 27 juin 2002, DAHO Djarbal, « La révolte par l'émeute ou le "péril jeune" » ; et dépêches des 21 juillet 2002, 26 juillet 2002, 31 juillet 2002, 1^{er} août 2002, 9 août 2002, entre autres.

TABLEAU DES PRINCIPALES TRIBUS, VILLAGES ET POPULATION ESTIMÉE EN 1873
(D'APRÈS HANOUEAU ET LETOURNEUX, 1873)

Confédération	Tribus	Villages	Population	Confédération	Tribus	Villages	Population
<i>Ifflissen Mellil</i>	14	107	24 422	<i>Ait Iraten</i>	5	38	19 498
	Imzalen	6	4 032		Irjen	7	4 390
	Imkiren	8	3 819		Akerma	12	5 444
	Aït Amran	8	853		Aït Asamer	4	3 848
	Aït Buzuza	12	951		Aït Oumalou	8	3 088
	Irafan	6	403		Aouggacha	7	2 728
	Aït Mekla	15	2 160				
	Ighemrasen	7	1 322		3	17	15 956
	Ibouazzoumen	5	953		Aït Addas	6	6 625
	' Arch alemmas	4	700		Aït Kodea	5	6 258
	Aït Chilmoun	3	706		Aït Ighzer	6	2 956
	Aït Chenacha	8	634		8	41	17 060
	Aït Yahya u Moussa	15	2 551		Cheurfa g Ighil	4	1 182
	Itayen	9	4 048		Ighil Imoula	1	1 070
Aït Arif	1	1 267	Amechras	10	2 113		
<i>Igawawen Aït Betroun</i>	8	42	34 178	Aït bu Gherdane	4	1 457	
	4	23	9 749	Aït Mendes	5	1 538	
	Aït Yenni	6	5 139	Aït Koufi	4	1 968	
	Aït Wasif	7	5 532	Aït Ismail	8	3 053	
	Aït bu Akkach	4	3 120	Frikat	5	2 608	
	Aït bu Drar	6	5 958				
	Aït bu Drar	19	14 429	Aït Abd el Moumen	1 279	17 913	
	Aït Mangellat	7	4 730	Aït Ameur ou Saïd	1 611	1 611	
	Aït Aïttaf	2	2 395	Aït Mahmoud	5 248	5 248	
	Akbil	5	3 956	Aït Douala	2 917	2 917	
Aït bu Youssef	5	3 348	Aït Zmenzer	3 831	3 831		
			Iferdroun	1 480	1 480		
<i>Aït Yahia</i>	3	7	5 410	Ihassenawen	1 547	1 547	
	Taka	1	1 940				
	Imesdurar	4	2 039	Imesdurar	5 914	5 914	
	Imessuhal	2	1 431	El Djeur Alemmas	1 695	1 695	
						1 975	

SUITE : TABLEAU DES PRINCIPALES TRIBUS, VILLAGES ET POPULATION ESTIMÉE EN 1873
(D'APRÈS HANOTEAU ET LETOURNEUX, 1873)

<i>Confédération</i>	<i>Tribus</i>	<i>Villages</i>	<i>Population</i>	<i>Confédération</i>	<i>Tribus</i>	<i>Villages</i>	<i>Population</i>
<i>Maatka</i>	Aït H'antela		1 744		Tigerin		1 147
	Tifrit n Aït u Malek		500		Aït Hasaïn		2 123
	Maatka		11 062		Iazzouzen		2 487
	Ibethrounen		7 027		Ighil Zekri		3 074
Aït Khelifa		1 603	Aït Flik			3 168	
		2 432	Inezlioun			445	
<i>Aït Sedka</i>	7	28	14 109		Aït Khalfoun		4 389
	Iwadiyen	9	3 753		Harchaoua		865
	Aoukdal	5	2 300		Aït el-Aziz		357
	Aït Ahmed	3	2 389		Aklan ou Abid		344
	Chebla	2	1 295		Beni Sleggem		1 550
	Aït Irguen	2	1 161		Beni Tour		4 850
	Aït Ali u Illul	3	1 445		Taourga		2 145
	Bouchennacha	4	1 766		Isser Djian		3 330
	Aït Ghobri		5 732	Isser outed Smir		3 344	
	Aït bu Chaïb		3 945	Isser el-Ouidan		2 175	
Aït Khelili		3 108	Isser Droua		7 790		
Aït Fraoucen		7 023	Zimoul		874		
Izerfawen		6 787	Sebaou Agdim		387		